

Le Venezuela n'est pas responsable des problèmes de la Colombie.



Par Guillermo Alvarado

La décision souveraine du Venezuela de fermer le passage frontalier dans l'État de Tachira, marqué par la présence des bandes paramilitaires organisées, a motivé des déclarations prétendant détourner l'attention sur la réalité douloureuse dont les communautés colombiennes habitant la zone proche à la frontière souffrent depuis des années.

Quelques hommes politiques, tels que les anciens présidents César Gaviria et Álvaro Uribe, celui-ci considéré comme le père du para-militarisme, déchirent hypocritement leurs habits face à la mesure adoptée par le chef de l'État vénézuélien, Nicolas Maduro. Ils tentent de lui attribuer la responsabilité des problèmes accumulés pendant des décennies dans le district spécial de Cúcuta, des problèmes qui se sont accumulés à cause de l'indifférence des derniers gouvernements colombiens.

Par ailleurs le traitement médiatique concernant la situation de presque 1000 citoyens qui ont été déportés du Venezuela car ils ne possèdent pas les documents légaux pour résider dans ce pays est particulièrement perfide.

Le fait que le dirigeant colombien Juan Manuel Santos se soit rendu à Cúcuta pour s'adresser aux rapatriés et leur offrir des plans spéciaux d'intégration, des écoles pour leurs enfants, de l'attention médicale et du travail, attire considérablement l'attention.

Même si tout cela est louable, beaucoup se demandent: pourquoi, ni lui ni ses prédécesseurs n'ont jamais-ils fait la même chose avec les 6 millions de citoyens déplacés à cause de la répression et des agressions des paramilitaires, des gens qui habitent entassés, sans les services fondamentaux et sans espoir d'améliorer leur situation?

Pourquoi Santos, Uribe ou Gaviria ne parlent pas-ils des dizaines de milliers de citoyens colombiens qui habitent légalement et en paix dans le territoire vénézuélien, où ils bénéficient des programmes de santé, d'éducation et de logement mis en œuvre par la Révolution Bolivarienne?

Au milieu de l'avalanche d'informations, les grands médias colombiens et d'autres régions, passent sous silence les dénonciations que fait Caracas depuis des années sur les groupes mafieux qui font de la contrebande, ce qui porte atteinte à l'économie vénézuélienne. Ils ne se réfèrent pas non plus à l'infiltration de bandes armées qui sèment la terreur et l'inquiétude à Tachira, profitant de l'inefficacité des autorités colombiennes.

Ce n'est pas un secret qu'à Cúcuta, la loi est imposée par les paramilitaires, qui font de la contrebande et introduisent du combustible, des vivres et d'autres articles depuis le territoire vénézuélien.

À titre d'exemple: l'ex sénatrice Piedad Córdoba a signalé qu'un kilogramme de lait en poudre coûte 70 fois moins au Venezuela, ce dont les bandes illégales profitent pour en acheter de grandes quantités et le revendre à des prix exorbitants à Cúcuta.

Si jusqu'à présent Bogota a permis l'appauvrissement de la population colombienne à la frontière, si elle tolère que les bandes paramilitaires opèrent librement et introduisent des dizaines de milliers de tonnes de combustibles et d'aliments en contrebande, ce n'est pas de la faute du Venezuela.

Le gouvernement de Nicolas Maduro ne fait que mettre de l'ordre dans son pays. Au lieu de le critiquer, ses voisins devraient faire la même chose pour que la frontière soit une zone de paix, de coopération, de sécurité et de justice, ce qui doit exister dans les relations entre les peuples frères.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/67090-le-venezuela-nest-pas-responsable-des-problemes-de-la-colombie>



Radio Habana Cuba